

DANS L'ACTUALITE du 30 mars au 2 avril 2012

Textes officiels

Institution d'une conférence pour le développement de la vallée de la Seine

Le décret du 29 mars 2012 institue une conférence, dont l'objet est d'approuver la mise en œuvre d'un projet-cadre définissant les grandes orientations de développement et d'aménagement de la vallée de la Seine, projet qui ouvre le Grand Paris vers sa façade maritime.

[Décret n° 2012-420 du 29 mars 2012 instituant une conférence pour le développement de la vallée de la Seine](#)

Parc naturel régional des Préalpes d'Azur

Classement de communes dans le département des Alpes-Maritimes en parc naturel régional, sous la dénomination de « parc naturel régional des Préalpes d'Azur ».

[Décret n° 2012-421 du 28 mars 2012 portant classement du parc naturel régional des Préalpes d'Azur \(région Provence-Alpes-Côte d'Azur\)](#)

Circulaire ministérielle

Liste des cent communes éligibles à la dotation de développement urbain (DDU) qui atteint 50 millions d'euros en 2012

[La circulaire du 19 mars 2012 indique le montant de l'enveloppe départementale à répartir entre les différentes communes.](#)

Projet de loi

Simplifier et uniformiser les dispositifs répressifs administratifs et judiciaires du code de l'environnement

[Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement](#)

Sénat – dossier législatif du 28/03/2012

Réponse ministérielle

Rappel de la législation applicable à l'édification d'un mur

Quand un particulier souhaitant construire un mur de deux mètres de haut autour de sa propriété doit-il solliciter un permis de construire ou une autorisation d'urbanisme ?

[Rép. min. n° 124913, JOAN du 28 février 2012](#)

Mise à la disposition des candidats d'un exemplaire de marché ou à d'un accord-cadre en consultation libre à la mairie

[Rép. min. n°120114, JOAN du 27 mars 2012](#)

Horodatage des courriers électroniques expédiés ou reçus pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat

Modalités d'application du décret n° 2011-434 du 20 avril 2011 relatif à l'horodatage des courriers électroniques expédiés ou reçus pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat.

[Rép. min. n°111984, JOAN du 27 mars 2012](#)

Jurisprudence

Contrat public

La qualification législative des contrats d'achat d'électricité et le code de l'énergie

Le Conseil d'État précise les pouvoirs du codificateur pour « remédier à l'éventuelle contrariété à la hiérarchie des normes ».

[CE 12 mars 2012 Société EDF, req. n° 349415](#)

Urbanisme

L'enquête préalable à la déclaration de projet et l'enquête au titre de la législation sur les installations classées

L'enquête préalable à la déclaration de projet emportant mise en comptabilité du document d'urbanisme et l'enquête au titre de la législation sur les installations classées doivent être

regardées comme s'étant déroulées conjointement dès lors qu'elles sont menées simultanément.

[CAA Lyon du 24 janvier 2012 Communauté de communes du Val-de-Drôme, req. n° 10LY00441](#)

Les antennes relais peuvent être implantées en zone ND de protection paysagère

Compte tenu de l'intérêt général qui s'attache à la réalisation d'un réseau de téléphonie mobile, une antenne relais est considérée comme ayant le caractère d'un équipement public.

[CAA Nantes du 3 février 2012 M. Christian Y, req. n° 10NT01244](#)

Environnement

Parcs nationaux : les modalités de mise en place du nouveau régime de la loi du 14 avril 2006

Deux arrêts du 23 mars 2012 définissent précisément le régime qui est celui des parcs nationaux existants dans la période de transition qui précède leur basculement complet dans le nouveau régime issu de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006.

[CE 23 mars 2012 Commune de Lourdios-Ichere et Commune de Laruns, req. n° 328866](#)

[CE 23 mars 2012 Commune de Hures-la-Parade, req. n° 337144](#)

Administratif

Récusation d'un expert

La décision statuant sur une demande de récusation d'un expert est de nature juridictionnelle.

[CE 23 mars 2012 Centre hospitalier d'Ales-Cevennes, req. n° 355151](#)

QPC

Majorations de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux en Île-de-France

[Décision n° 2012-225 Société Unibail Rodamco, QPC du 30 mars 2012](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Recommandations pour organiser les concours de maîtrise d'œuvre

[La mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques \(MIQCP\) a publié, sur son site internet, un guide intitulé "Le concours de maîtrise d'œuvre : dispositions réglementaires et modalités pratiques d'organisation".](#)

Source : MIQCP du 29/03/2012

Mise à jour du formulaire NOTI3 : recours pour excès de pouvoir du candidat évincé

[En vue d'améliorer les formulaires non obligatoires, la rubrique F du formulaire NOTI3 "Notification de rejet de candidature ou d'offre", relative aux délais et voies de recours, a été revue et complétée le 29 mars 2012.](#)

Source : DAJ du 29/03/2012

La lettre de la DAJ n° 119 est sortie [Lettre n°119](#)

Source : DAJ du 29/03/2012

DC2 et NOTI3 : la DAJ riposte

[La direction des affaires juridique du Minefe a réagi aux mises en garde de Maître Sébastien Palmier sur les "pièges" du DC2 et du NOTI3, publiées dans nos colonnes mi-février. Elle estime que les critiques émises à l'encontre du formulaire DC2 ne sont pas fondées. Les remarques de l'avocat ont toutefois porté leurs fruits, puisque la rubrique F du formulaire NOTI 3 a été mise à jour.](#)

Source : achatpublic.info du 02/04/2012

Efficacité économique et sécurité juridique des contrats : les deux axes du bilan 2011 de la CCMP

[La Commission consultative des marchés publics \(CCMP\) a publié, le 25 mars, son bilan d'activité annuel.](#)

Source : localtis.info du 29/03/2012

Urbanisme

Le CNCC présente 7 propositions pour favoriser le développement des centres commerciaux

[Le Conseil national des centres commerciaux a présenté le 29 mars 2012 un livre blanc pour un commerce durable. Sept propositions pour favoriser le développement d'un secteur qui représente 118 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 420.000 emplois.](#)

Source : localtis.info du 30/03/2012

Environnement

La filière éolienne est « très inquiète » de la possible annulation des tarifs d'achat

[Le Syndicat des énergies renouvelables \(SER\) s'est dit jeudi 29 mars 2012 "très inquiet" de la possible annulation par le Conseil d'Etat, à la demande d'un collectif d'associations anti-éoliennes, du texte fixant les conditions d'achat en France de l'électricité d'origine éolienne.](#)

Source : la gazette des communes du 30/03/2012

Intercommunalité

Extension de l'Agglo du Havre : des élus rédigent un cahier d'acteurs et demandent un « débat public »

[Appelés à être agréés, trop vite à leur goût, à la Communauté d'agglomération du Havre \(Codah\) en Seine-Maritime, des élus de la communauté de communes de Criquetot-l'Esneval ont rédigé un cahier d'acteurs, qu'ils ont distribué dans les mairies depuis le 26 mars 2012. Ils appellent à un « débat public ».](#)

Source : la gazette des communes du 30/03/2012

Colloques/ Séminaires

- ▶ Colloque de Chambéry : L'urbanisation de la montagne

Les 24 et 25 mai 2012 au Centre de Congrès Le Manège, 331 rue de la République à Chambéry – Partenariat avec le Gridauh, l'Institut de la Montagne et le Centre de droit public et privé des obligations et de la consommation de l'Université de Savoie.

[Programme](#)

[Bulletin d'inscription](#)

- ▶ Prolongement sur site le samedi 26 mai 2012 à Valloire

9h30 – L'écriture du PLU d'une station de montagne

14h – Visite du site et approche historique de l'urbanisme de Valloire par un Guide du patrimoine

Entrée libre sur inscription : Colloque.Droit-Urba-Montagne@univ-savoie.fr

Vu dans les revues

Les cahiers juridiques n°154 – mars 2012 p.12, *Dossier : la réforme du droit de l'urbanisme*, par Vincent Lacroix et Jean-Baptiste Ollier

Le moniteur n°5653 du 30 mars 2012 p.54, *Nouveaux horizons pour les lotissements*, par Patrick E. Durand

AJDA n°12/2012 du 2 avril 2012 p.626, *Les réformes du droit de l'urbanisme*, par Yves Jégouzo

Environnement et développement durable- Revue Lexis Nexis – avril 2012 p.9, *Comment apprécier la portée de la réforme du droit des études d'impact issue du décret du 29 décembre 2011 au regard du droit de l'union européenne ?*, par Christian Huglo et Cécile Constantin

Presse

Le super métro du Grand Paris veut séduire les fonds souverains des pays du Golfe

[Les grandes familles et les Etats du Golfe recherchent des actifs qui les mettent à l'abri des crises financières. Le gouvernement français serait prêt à leur faciliter la tâche en suscitant la création de plusieurs véhicules, dont un fonds islamique.](#)

Source : les échos du 02/04/2012

Réchauffement climatique : les élus savent désormais à quoi s'en tenir dans leurs territoires

[Selon une étude du ministère de l'Ecologie, les jours de canicule pourraient doubler, voire quadrupler, sur la période 2021-2050, dans le quart sud-ouest de la France, et les jours de neige diminuer de moitié sur le Massif central. Collectivités et entreprises sont invitées à s'adapter.](#)

Source : Les échos du 30/03/2012